

Direction départementale  
de la protection des populations

Service de la sécurité de l'environnement industriel

Affaire suivie par : Franck GERARD

Téléphone : 02.38.42.42.85

Courriel : franck.gerard@loiret.gouv.fr

Référence : RISQUES TECHNOLOGIQUES\ICPE DECHETS\DECHETS\

Autres ICPE\SRM à BOISMORAND\Demande d'enregistrement\coderst\AP définitif

**ARRETE**  
**Complémentaire autorisant la société CIDEME à incinérer de manière temporaire**  
**des déchets de résidus de broyage automobile (RBA)**  
**dans l'usine qu'elle exploite à Gien-Arrabloy**

Le Préfet du Loiret,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V ;

**Vu** le code de la santé publique, et notamment ses articles R 1416-1 à R 1416-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 décembre 1995 autorisant la société CISE à exploiter l'extension de l'usine d'incinération de Gien-Arrabloy ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 novembre 2009 imposant des prescriptions complémentaires relatives aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique (première phase : surveillance initiale) à la société CIDEME à Gien-Arrabloy ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 28 mai 2014 autorisant la société CIDEME à poursuivre l'exploitation de l'unité d'incinération de déchets non dangereux et de Déchets d'Activités et de Soins à Risques Infectieux (DASRI) de Gien-Arrabloy (mise à jour administrative, prescription des garanties financières et actualisation des prescriptions) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 juin 2014 pris à l'encontre de la société CIDEME et notamment son article 1 ;

**Vu** le rapport de l'inspection du 6 mai 2014 faisant suite à la visite sur site du 15 avril 2014 et notamment le constat référencé NC12 libellé comme suit « des déchets en provenance des départements du 77, 91 et 92 ont été admis et incinérés au sein de l'usine sans l'autorisation préfectorale ad hoc » ;

**Vu** la demande de la société CIDEME formulée par courrier du 12 mars 2014 ;

**Vu** les courriers préfectoraux du 2 avril et 1er août 2014 afin de demander des compléments à la société CIDEME ;

**Vu** les compléments apportés par l'exploitant les 27 mai et 4 septembre 2014 ;

**Vu** le rapport du 7 janvier 2015 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** la notification à la société CIDEME de la date de réunion du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) et des propositions de l'inspection des installations classées ;

**Vu** l'avis du CODERST du 29 janvier 2015 au cours duquel le demandeur a pu être entendu ;

**Vu** la notification à ladite société du projet d'arrêté ;

**Vu** le courriel du 16 février 2015 de la société CIDEME indiquant l'absence de remarque sur le projet d'arrêté ;

**Considérant** qu'il y a lieu de compléter les dispositions préfectorales encadrant le fonctionnement de l'usine notamment pour l'incinération des déchets de résidus de broyage automobile (RBA) ;

**Considérant** que l'activité d'incinération des RBA est sollicitée pour une durée de trois années à compter desquelles le présent arrêté deviendra caduc ;

**Considérant** que le projet a été établi au regard des Plans de gestion des déchets concernés ;

**Considérant** qu'au regard des propositions de l'exploitant pour la maîtrise de son exploitation, l'activité susmentionnée modifiant les conditions d'exploiter actuelle demandée par l'exploitant présente un caractère notable mais non substantiel au regard de l'article R.512-33 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il convient d'imposer à l'exploitant les mesures proposées en vue du renforcement du suivi de l'exploitation et des impacts liés à l'incinération de RBA (réalisation d'une campagne d'analyse des retombées atmosphériques supplémentaires, réalisation d'analyses mensuelles en métaux en sortie de cheminée, réalisation d'analyses trimestrielles en dioxyde de soufre en sortie de cheminée...) ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Loiret,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> : OBJET DU PRESENT ARRETE**

Les dispositions du présent arrêté, prises en application de l'article R.512-31 du code de l'environnement, sont applicables à la société CIDEME située sur le territoire de la commune de Gien-Arrabloy , au lieudit « les Gâtines », pour l'incinération de déchets non dangereux de résidus de broyage automobile (RBA).

### **ARTICLE 2 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Les dispositions du présent arrêté cessent de produire effet dans un délai de trois années suivant sa notification.

### **ARTICLE 3 : NATURE ET ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES DECHETS DE RBA**

Les dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2014 sont complétées par ce qui suit :

« Les déchets non dangereux de résidus de broyage automobile (RBA) assimilables à des déchets industriels banals (DIB) sont admissibles au sein de l'installation.

Ces déchets proviennent d'installations dûment agréées et autorisées pour l'exercice de centre de dépollution de véhicules hors d'usage (VHU).

Ces derniers proviennent uniquement des départements du Loiret (45), du Loir-et-Cher (41), de la Seine et Marne (77), de l'Essonne (91), des Hauts de Seine (92) et du Cher (18).

Le tonnage de déchets non dangereux de RBA admissible au niveau de l'installation est limité à 12 000 tonnes par an ne devant pas excéder les quantités mensuelles suivantes :

- 780 tonnes mensuelles pour la période de mai à septembre ;
- 1 500 tonnes mensuelles pour la période de novembre à mars ;
- 300 tonnes pour les mois d'avril et d'octobre. »

## **ARTICLE 4 : CONDITIONS PREALABLES D'ADMISSION DES DECHETS DE RBA**

L'admission des déchets de résidus de broyage automobile est soumise aux dispositions suivantes :

a) Avant d'admettre dans son installation des déchets d'origine industrielle, l'exploitant doit demander au producteur des déchets d'origine industrielle collectés hors du circuit de collecte des déchets ménagers une information préalable sur la nature exacte de ces déchets.

Cette information préalable précise :

- l'identité et l'adresse exactes du producteur des déchets ;
- son secteur d'activité principal ;
- la nature exacte et l'origine des déchets au sein de l'entreprise ;
- les modalités de collecte des déchets au sein de l'entreprise et de leur livraison à l'usine d'incinération.

Elle contient également un engagement du producteur des déchets à ne délivrer à l'usine d'incinération que des déchets assimilables aux déchets ménagers, non dangereux.

L'exploitant peut solliciter des informations complémentaires sur le déchet dont l'admission est sollicitée.

b) Au vu de l'information préalable, l'exploitant se prononce sur l'admissibilité des déchets dans son installation et délivre au producteur des déchets soit un certificat d'acceptation préalable, soit un résidu de prise en charge motivé en référence au contenu de l'information préalable.

Les déchets de RBA ne peuvent être admis qu'après délivrance par l'exploitant au producteur d'un certificat d'acceptation préalable, avec le code déchet CED2 : 19 10 04 fraction légère des résidus de broyage et poussières autres que ceux visées à la rubrique 19 10 03.

c) L'information et le certificat d'acceptation préalables sont renouvelés chaque année.

Ces documents sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont conservés par l'exploitant pendant trois ans.

A chaque admission de déchets de RBA au sein de l'installation, l'exploitant est tenu de réaliser un contrôle visuel du chargement visant à garantir la comptabilité de l'admission des déchets avec le certificat d'acceptation préalable établi et notamment que les déchets du chargement ne sont pas souillés par des produits dangereux ou substances dangereuses rendant ainsi le déchet dangereux au sens de l'article R.541-8 du code de l'environnement.

Une traçabilité de l'ensemble des contrôles effectués par l'exploitant est mise en place.

La détection de toute anomalie sur les déchets par rapport aux présentes prescriptions entraîne le refus de l'ensemble du chargement des déchets de RBA.

Chaque refus d'admission de déchets de RBA est tracé par l'exploitant ainsi que les anomalies ayant conduit à ce refus.

## **ARTICLE 5 : ANALYSE DES DECHETS DE RBA**

Une analyse des déchets de RBA par producteur est effectuée sur un échantillon représentatif de sa production mensuelle avant admission au sein de l'installation d'incinération.

Les analyses portent a minima sur les paramètres suivants :

- analyse de base : granulométrie, humidité et matière sèche ;
- analyse élémentaire : soufre total, carbone total, hydrogène total, chlore total et fluor total ;
- analyse thermique : le pouvoir calorifique inférieur et supérieur ;
- analyse des métaux : arsenic, baryum, cadmium, chrome total, cuivre, mercure, molybdène, nickel, plomb, antimoine, sélénium, zinc, fluorure, chlorure, sulfate et fraction soluble ;
- analyse des composés : carbone organique total, BTEX, PCB, hydrocarbures (C5-C40), hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et dioxines / furannes (PCDD / PCDF).

L'exploitant formalise un suivi des résultats d'analyse de chacun des échantillons et établit un retour d'expérience en cas de dérive de tels ou tels paramètres.

## **ARTICLE 6 : ANALYSE DES SOUS PRODUITS D'INCINERATION**

Une analyse mensuelle des différents sous produits d'incinération (mâchefers, REFIOM, scories sous cyclones et scories sous chaudières) est effectuée sur un échantillon représentatif.

Les analyses portent a minima sur les paramètres suivants :

- analyse des métaux : arsenic, baryum, cadmium, chrome total, cuivre, mercure, molybdène, nickel, plomb, antimoine, sélénium, zinc, fluorure, chlorure, sulfate et fraction soluble ;
- analyse des composés : carbone organique total, BTEX, PCB, hydrocarbures (C5-C40), hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et dioxines / furannes (PCDD / PCDF).

L'exploitant formalise un suivi des résultats d'analyse de chacun des échantillons des sous produits d'incinération et établit un retour d'expérience en cas de dérive de tels ou tels paramètres pour considérer l'impact lié à l'incinération des RBA sur les variations observées le cas échéant.

## **ARTICLE 7 : SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHERIQUES**

Les dispositions de l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2014 susvisé sont complétées comme suit :

- une analyse des rejets atmosphériques pour les métaux est réalisée suivant le planning en annexe élaboré sur la base des quantités de RBA traitées tous les mois avec une surveillance renforcée lors des périodes de forts apports ;
- une analyse trimestrielle des rejets atmosphériques pour le paramètre SO<sub>2</sub> est réalisée suivant le planning en annexe élaboré sur la base des quantités de RBA traitées tous les trimestres avec une surveillance renforcée lors des périodes de forts apports.

Si l'analyse des résultats de la première année ne montrent pas de dérives notables des paramètres surveillés (métaux et SO<sub>2</sub>) imputables au traitement des RBA, l'exploitant pourra après avis de l'inspection suivre le planning dégressifs précisé en annexe.

Les analyses susmentionnées sont effectuées par un organisme accrédité et dans les conditions prévues par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2014 susvisé.

## **ARTICLE 8 : SURVEILLANCE DE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT AU VOISINAGE DE L'INSTALLATION**

Les dispositions de l'article 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2014 susvisé sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines, les furannes et les métaux et prévoit la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement selon une fréquence a minima **semestrielle la première année.**

Au vu des résultats de la première année, l'inspection se réserve le droit de reconduire une fréquence semestrielle pour l'année suivante.

Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Les mesures sont effectuées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important et sont, dans la mesure du possible, reconduites aux mêmes points d'échantillonnage que ceux retenus lors des précédentes campagnes.

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.

Les analyses suivantes sont a minima réalisées :

- analyses des dioxines et des furannes dans le lait des animaux d'élevage produit dans les exploitations agricoles laitières situées dans un rayon de 5 km autour de l'établissement ou dont les pâturages ou cultures destinés à l'alimentation du bétail sont situés dans ce même rayon ;
- analyses des dioxines et des furannes dans les sols ;
- analyses des dioxines et des furannes dans les végétaux ;
- analyses des dioxines, des furannes et des métaux dans les retombées atmosphériques (collecteurs de précipitation).

Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu à l'article 8.4.1 du présent arrêté et sont communiqués à la commission de suivi de site (anciennement dénommée commission locale d'information et de surveillance). »

## **ARTICLE 9 : SANCTIONS ADMINISTRATIVES**

Conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, faute par l'exploitant de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui lui seraient imposées par la suite, le Préfet du Loiret peut :

- obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des travaux ;
- faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites ;
- suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages, la réalisation des travaux et des opérations ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;
- ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

Ces sanctions administratives sont indépendantes des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

## **ARTICLE 10 : INFORMATION DES TIERS**

En application de l'article R.512-39 du code de l'environnement, l'information des tiers est effectuée comme suit :

- le Maire de Gien est chargé :
  - de joindre une copie du présent arrêté au dossier relatif à cet établissement classé dans les archives de sa commune. Ces documents pourront être communiqués sur place à toute personne concernée par l'exploitation ;
  - d'afficher à la mairie pendant une durée minimum d'un mois un extrait du présent arrêté.

Ces différentes formalités accomplies, un procès-verbal attestant leur exécution est immédiatement transmis par le Maire au Préfet du Loiret, Direction Départementale de la Protection des Populations – Service de la Sécurité de l'Environnement Industriel.

- la société CIDEME est tenue d'afficher en permanence de façon visible, dans son établissement, un extrait du présent arrêté.
- le Préfet du Loiret fait insérer un avis dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département du Loiret aux frais de l'exploitant.
- le Préfet du Loiret fait publier une copie du présent arrêté sur le site Internet de la préfecture du Loiret ([www.loiret.pref.gouv.fr](http://www.loiret.pref.gouv.fr)) pendant une durée minimum d'un mois.

## ARTICLE 11 : EXECUTION

Le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret, le Sous-préfet de Montargis, le Maire de Gien, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le 23 février 2015

**Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Signé : Hervé JONATHAN**

### Voies et délais de recours

#### **A - Recours administratifs**

L'exploitant peut présenter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet du Loiret, 181 rue de Bourgogne, 45042 Orléans Cedex,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme le Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie- Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 La Défense Cedex

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

L'exercice d'un recours administratif ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal administratif.

#### **B - Recours contentieux**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans Cedex 1 :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L211.1 et L511.1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après suivant la mise en service de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**Tout recours est adressé en recommandé avec accusé-réception.**

## **Diffusion**

- ❑ M. le Directeur de la société CIDEME - Usine d'incinération - "Les Gâtines" -ARRABLOY - 45500 GIEN
- ❑ M. le Maire de Gien
- ❑ M. le Président du Conseil Général du Loiret, Direction de l'Environnement et de la Mobilité
- ❑ M. le Président du Conseil Général du Loir-et-Cher, Place de la République 41020 BLOIS Cedex
- ❑ M. le Président du Conseil Général du Cher, Place Marcel Plaisant, 18000 BOURGES
- ❑ M. le Président du Conseil Général de l'Essonne, Boulevard de France, 91012 EVRY Cedex
- ❑ M. le Président du Conseil Général de Seine-et-Marne, CS 50377, 77010 Melun Cedex
- ❑ M. le Président du Conseil Général des Hauts-de-Seine avenue 92000, 14 Avenue François Arago, 92000 Nanterre
- ❑ M. le Sous-Préfet de Montargis
- ❑ M. l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées – U.T. DREAL
- ❑ M. le Directeur Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre (DREAL) - Service Environnement Industriel et Risques
- ❑ Mme la Directrice Départementale des Territoires
  - service SUA
  - service SEEF
- ❑ M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé - Délégation Territoriale du Loiret Unité Santé Environnement
- ❑ M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
- ❑ M. le Responsable de l'Unité Territoriale de la DIRECCTE - Service de l'inspection du travail
- ❑ M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles

□

# **ANNEXE - PLANNING DE SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHERIQUES SUR LA DUREE DE L'AUTORISATION**

		Analyse métaux cheminée 1 ligne-2 lignes	Analyse SO2 cheminée 1 ligne-2 lignes	Tonnage maxi RBA
2014	novembre	2	2	1500
	décembre	2	0	1500
2015	janvier	2	0	1500
	février	2	2	1500
	mars	2	0	1500
	avril	0	0	300
	mai	2	2	780
	juin	0	0	780
	juillet	0	0	780
	août	2	2	780
	septembre	0	0	780
	octobre	0	0	300
	novembre	1	1	1500
	décembre	1	0	1500
2016	janvier	1	0	1500
	février	1	1	1500
	mars	1	0	1500
	avril	0	0	300
	mai	1	1	780
	juin	0	0	780
	juillet	0	0	780
	août	1	1	780
	septembre	0	0	780
	octobre	0	0	300
	novembre	1	1	1500
	décembre	0	0	1500
2017	janvier	1	1	1500
	février	0	0	1500
	mars	1	0	1500
	avril	0	0	300
	mai	0	0	780
	juin	1	1	780
	juillet	0	0	780
	août	0	0	780
	septembre	1	1	780
	octobre	0	0	300